

Réchauffement climatique : l'attentisme coupable d'Economiesuisse : quand les milieux économiques menacent la compétitive des entreprises et la prospérité du pays

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 1852

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009724>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Réchauffement climatique: l'attentisme coupable d'Economiesuisse

Quand les milieux économiques menacent la compétitivité des entreprises et la prospérité du pays

Jean-Daniel Delley (9 janvier 2010)

On peut apprécier de manière différente les résultats du sommet de Copenhague. Décevants parce qu'aucune décision contraignante n'a été prise. Encourageants parce que la nécessité d'agir est maintenant reconnue (DP 1850). Mais rien ne justifie l'attentisme préconisé par Economiesuisse et relayé par les partis bourgeois.

Le Conseil fédéral veut aller de l'avant en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 20 à 30% – en tenant compte des décisions de l'Union européenne – d'ici 2020. Economiesuisse, prétextant l'absence d'objectifs contraignants sur le plan international, refuse que la Suisse prenne des engagements nouveaux. Il suffit que notre pays proroge sa politique actuelle. Il sera assez tôt de revoir nos objectifs lorsque la

communauté internationale aura trouvé un accord sur la marche à suivre. Cette attitude attentiste est partagée par les radicaux et l'UDC, ainsi que par une partie de la députation démocrate-chrétienne. C'est dire que le projet de nouvelle loi sur le CO₂ risque bien de capoter devant la commission compétente du Conseil national.

On peut débattre de l'importance de l'élévation de la température et de ses effets. Mais, d'un point de vue strictement économique, la nécessité de réduire notre dépendance à l'égard des énergies fossiles est indiscutable. Or seules des incitations financières substantielles permettront la généralisation de technologies innovantes, elles-mêmes génératrices de nouveaux emplois. Mais il s'agit de faire

vite, alors que d'autres pays occupent déjà le terrain. De grandes entreprises dans le secteur bancaire et dans la distribution ont compris l'enjeu et conduisent une politique active de réduction de leur consommation énergétique. Economiesuisse préfère défendre les intérêts des secteurs industriels gourmands en énergie et qui croient se sauver en traînant les pieds.

L'organisation patronale manifeste ainsi son incompréhension des conditions auxquelles devra faire face l'économie helvétique. C'est donc à juste titre que la conseillère nationale socialiste Ursula Wyss a déclaré qu'«*Economiesuisse représente l'économie du passé*».